

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 16 novembre 2015

Chancellerie d'Etat

4 2015.RRGR.628 Postulat 183-2015 Lanz (Thoune, UDC) Introduction d'un frein à la réglementation

N° de l'intervention: 183-2015
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 09.06.2015
Déposée par: Lanz (Thoune, UDC) (porte-parole)
Jost (Thoune, UDC)
Cosignataires: 40
N° d'ACE: 1196/2015 du 14 octobre 2015
Direction: CHA

Introduction d'un frein à la réglementation

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier la possibilité d'introduire un frein à la réglementation au niveau cantonal.

Développement :

Si on demande aux acteurs de l'économie et en particulier aux patrons de PME quel est leur plus gros problème, ils répondent le plus souvent que c'est la frénésie normative. Les indices de densité normative, qui sont objectifs, confirment la réalité du phénomène. Ce foisonnement de règles affaiblit la compétitivité de l'économie, raison pour laquelle l'introduction d'un frein à la réglementation est régulièrement réclamée.

Le Conseil-exécutif est par conséquent chargé de mettre la question à l'étude. Divers modèles peuvent être envisagés. On pourrait par exemple plafonner annuellement les coûts induits par toute nouvelle réglementation ou appliquer le principe selon lequel pour toute création d'une nouvelle norme, on en supprime une existante. Un postulat allant dans ce sens a été déposé au Conseil national (postulat 15.3421 Caroni).

Réponse du Conseil-exécutif

Le postulat demande au Conseil-exécutif d'étudier la possibilité d'introduire un frein à la réglementation, les auteurs évoquant un postulat similaire déposé par le conseiller national Andrea Caroni. Ce texte, qui n'a pas encore été traité par le conseil prioritaire¹, réclame « un frein aux réglementations définissant un maximum pour les réglementations supplémentaires ou pour la charge administrative des entreprises ». Autre option évoquée dans le postulat Caroni, celle qui consiste à appliquer le principe « *one in, one out* », c'est-à-dire à supprimer une norme existante pour toute création d'une nouvelle norme (par ex. dans le même domaine). Dans sa réponse du 19 août 2015, le Conseil fédéral propose le rejet du postulat. Il considère certes, tout comme l'auteur du postulat, que la réglementation, et la charge administrative qui en découle pour les entreprises, doivent être maîtrisées, mais il renvoie à sa stratégie de lutte contre la charge administrative et les coûts de la réglementation. Il voit d'un œil critique l'introduction d'un frein à la réglementation, car il faudrait pour ce faire créer de nouvelles structures impliquant un surcroît de charge administrative².

Le Conseil-exécutif est lui aussi parfaitement conscient du phénomène de l'augmentation de la densité normative. L'un des axes d'intervention stratégiques de la Stratégie économique 2025 (dont le Grand Conseil a pris connaissance le 24 novembre 2011) prévoit d'ailleurs que « le canton agit de manière compréhensible et conforme aux besoins de la population ». On précise

¹ Etat le 27 août 2015

² http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20153421 (consulté le 27.8.2015)

que « le canton privilégie un mode d'action compréhensible et conforme aux besoins de la population axé sur la recherche de solutions, en évitant de causer des coûts inutiles à l'économie et aux citoyens »³. Chaque fois qu'un projet législatif est lancé, la règle veut qu'on s'interroge sur la nécessité d'édicter une nouvelle réglementation, sur l'impact attendu et sur les possibles problèmes de mise en pratique (cf. Module 8 des Directives du canton de Berne sur la procédure législative [DPL]). Lors de la délibération de la motion 035-2013 PLR « Présentation des répercussions des actes législatifs sur l'économie », le Conseil-exécutif a signalé que les rapports accompagnant les textes législatifs, les affaires de crédit et d'autres arrêtés doivent contenir un chapitre consacré aux répercussions prévisibles sur l'économie. C'est d'ailleurs ce que prévoit expressément l'article 67, alinéa 2, lettre *i* du règlement du Grand Conseil du 4 juin 2013 (RGC, RSB 151.211).

Pour le Conseil-exécutif, mieux vaut soumettre chaque projet législatif à l'analyse critique évoquée ci-dessus – nécessité d'édicter la nouvelle réglementation, charges administratives induites, répercussions sur l'économie – plutôt qu'introduire des automatismes rigides. Il estime que cette manière de faire est appropriée dans le cas du canton de Berne. Si un frein à la réglementation était introduit, il faudrait l'assortir de nombreuses réserves et exceptions, puisque nombre de projets législatifs du canton ont en fait pour objet de mettre le droit fédéral en œuvre. En pareil cas, la question de la nécessité de la nouvelle réglementation ne se pose pas (cf. p. ex. dans la planification des affaires du Grand Conseil, les thèmes de l'aménagement du territoire, du droit de cité ou des loteries ou encore, parmi les projets de ces dernières années, le nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte et le nouveau système de financement des hôpitaux). Le frein à la réglementation, s'il était introduit, nécessiterait une (nouvelle) réglementation compliquée. Son application pourrait donner lieu à de nombreuses controverses et ce, dès le début du processus législatif, concernant l'admissibilité des nouvelles réglementations proposées (p. ex. lors du traitement d'initiatives parlementaires ou de motions assorties de mandats législatifs). Abstraction faite du surcroît normatif qu'induirait l'introduction d'un frein à la réglementation, la mesure des coûts induits par les nouvelles réglementations alourdirait également les charges administratives. A quoi il faudrait ajouter les frais engendrés par la création éventuelle de structures indépendantes de l'administration, structures régulièrement évoquées quand il est question du frein à la réglementation⁴. Tous ces inconvénients plaident selon le Conseil-exécutif en défaveur du frein à la réglementation. Dans ces conditions, il propose au Grand Conseil de rejeter le postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Als nächstes kommen wir zum Postulat Lanz. Wir beraten den Vorstoss in freier Debatte.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Der Vorstoss, der hier zur Debatte steht, verlangt die Prüfung der Einführung einer Regulierungsbremse. Aus der Antwort des Regierungsrats habe ich entnommen, dass wir uns zumindest in der Analyse einig sind. Auch der Regierungsrat ist sich gemäss eigener Aussage der Problematik der Zunahme der Regulierungsdichte bewusst. Er verweist auf die Instrumente, die er bereits heute anwendet, um dieser Regulierungsdichte entgegenzuwirken, und sagt, diese würden auch künftig genügen. Hier habe ich eine andere Auffassung. Ich finde, gerade es immer mehr Regulierungen gibt, ist erwiesen, dass dies nicht funktioniert. Es braucht zusätzliche

³ <http://www.gr.be.ch/gr/fr/index/geschaefte/geschaefte/suche/geschaefte.gid-2c3b7d976d504f3592d67289cfc461e7.html>

⁴ <http://www.economiesuisse.ch/fr/article/un-travail-acharn%C3%A9-au-quotidien-pour-r%C3%A9duire-la-bureaucratie>; PETER BUOMBERGER, Des chemins pour sortir de la jungle réglementaire, septembre 2014 : <http://www.avenir-suisse.ch/fr/40230/jungle-reglementaire/>

Massnahmen, und deshalb bin ich der Meinung, dieses Postulat sei prüfenswert. Ich denke, das hätte auch Signalwirkung für die Verwaltung, denn Regulierungen werden ja nicht nur beispielsweise hier im Grossen Rat gemacht, sondern es gibt auch viele Ausführungserlasse, und dort orte ich doch noch Potenzial für Vereinfachungen. Wenn der Regierungsrat schliesslich schreibt, eine Regulierungsbremse führe zu mehr Regulierung, so erstaunt mich das schon etwas. Denn wenn er gar nicht prüfen will, ob man das einführen soll, und dann gleich sagt, was das Ergebnis einer solchen Prüfung wäre, so ist das aus meiner Sicht nicht sehr logisch. Ich selber kann mir eine sehr pragmatische Umsetzung dieses Vorstosses ohne detaillierte Regelungen durchaus vorstellen. Es erschiene mir einfach wichtig, dass der Regierungsrat die Regulierungsdichte wirklich eindämmen möchte und er dies gegen innen und aussen auch glaubhaft kommuniziert. Ich denke, wir könnten hier mit der Annahme des Vorstosses ein ebensolches Signal setzen.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Es ist ein sehr interessantes Anliegen, dass der Stadtpräsident von Thun, unser Grossratskollege Raphael Lanz vorbringt. Allerdings müssen wir ja alle feststellen, dass die Welt komplexer wird. Und wenn die Welt komplexer wird, und wir immer mehr darüber wissen, wie unsere Welt, unser Alltag funktioniert, umso mehr und kompliziertere Regulierungen sind nötig. Ich finde das nicht per se negativ, sondern es ist einfach ein Fakt, bedingt durch unsere Wissensgesellschaft, auf der wir letztlich auch unseren Wohlstand begründen. Der Motionär schlägt eine Regulierungsbremse und möchte sogar Modelle dafür. Aber, liebe Kolleginnen und Kollegen, es gibt weder konkrete Modelle, noch eine klare Aussage darüber, was diese Regulierungsbremse überhaupt sein soll. Das ist ein Wort, das man erfunden hat und mit dem man irgendwie sagen oder kritisieren will, der Staat bringe zu viele Regulierungen ein. Aber es gibt kein Modell, das man aus der Schublade ziehen und bei dem man sagen könnte, ob man nun Variante a oder b oder c anwenden möchte, wie dies bei anderen Anliegen der Fall ist. Der Motionär konnte mir also nicht glaubhaft darstellen, was diese Regulierungsbremse ist.

Auf nationaler Ebene wird genau dasselbe diskutiert. Man versucht, an einem runden Tisch zur Frankenstärke diverseste Regulierungen abzubauen. Dies unter der Leitung von Bundesrat Johann Scheider-Ammann. Aber, Kolleginnen und Kollegen, man hat nichts gefunden, das man direkt abbauen könnte oder bei dem man sagen könnte, genau dies sei nun zu viel. Wenn der Kanton dies könnte, wäre ich daher sehr überrascht. Es wäre deshalb besser, mit konkreten Motionen vorzuschlagen, wo genau, in diesem Gesetz oder in jener Verordnung etwas nicht gut sei und wo man etwas abbauen könne. Das wäre vielleicht besser, als hier einen «Chropfläärete-Vorstoss» einzubringen. Unser Rechtsetzungssystem ist nun einmal so ausgestaltet, dass wir generell abstrakte Gesetze und Verordnungen machen müssen, die für alle gelten. Wir können nicht immer in Einzelfälle hineinregulieren. Der Vorstoss wäre etwa so, als würde man einer Katze die Krallen abschneiden, oder als würde man ein Auto auf einer tieferen Geschwindigkeit plombieren, als es fahren kann. Oder eben: Als wollte man dem Staat, dem Kanton Bern, die Handlungsfreiheit wegnehmen. Ich glaube, wir hier im Rat sind eigentlich die beste Regulierungsbremse. Das haben wir beim zuvor behandelten Vorstoss gerade gezeigt. Wir hier im Grossen Rat bestimmen, welche Regulierungen gemacht werden sollen. Folglich sehe ich auch keine Notwendigkeit für diesen Vorstoss. Der Regierungsrat hat ja auch ausgeführt, dass bereits in den Vorträgen durch den Regierungsrat oder die Verwaltung dargelegt werden muss, welche Auswirkungen die Regulierungen auf die Wirtschaft haben und was sie bedeuten. Ziehen wir hier also diese Regulierungsbremse und sagen wir nein zu diesem Vorstoss!

Adrian Haas, Berne (PLR). Die FDP möchte für das Postulat Lanz eine Lanze brechen und unterstützt den Vorstoss. Natürlich ist es nicht einfach, Regulierungsfolgen zu messen und in abstrakter Art etwas gegen überbordende Gesetze zu tun. Aber es schleckt halt keine Geiss weg: Die Regierung und wir als Grosser Rat erlassen in hoher Kadenz zusätzliche Regulierungen, welche die Freiheit von uns Bürgerinnen und Bürgern und der Wirtschaft einschränken. Nur ganz selten sieht man hier einen Erlass, der Regulierungen ausdünnert oder aufhebt. Der Regierungsrat verweist auf die Darstellung der Auswirkungen der Regulierungen im jeweiligen Vortrag. Er sagt, es finde eine kritische Prüfung jedes neuen Erlasses statt im Hinblick auf dessen Notwendigkeit, auf damit verbundenen administrativen Belastungen und auf die Auswirkungen für die Volkswirtschaft. Dies sei zielführender als eine Steuerung über einen schematischen Automatismus. Diese Argumentation hat durchaus etwas für sich. Das Problem ist nur, dass die kritische Prüfung, von welcher der Regierungsrat spricht, und die meistens in den Gesetzesvorträgen stattfinden sollte, trotz unserer hier im Rat überwiesenen entsprechenden Motion nach wie vor sehr oft unterbleibt. Ich

mache ein Beispiel: Im neuen Baugesetz findet man unter den volkswirtschaftlichen Auswirkungen nur Erklärungen, weshalb zusätzliche Regelungen für die Volkswirtschaft positiv sein sollen. Natürlich hat nicht alles negative Auswirkungen. Aber so lange sich der Regierungsrat nicht wirklich kritisch mit seinen Erlassentwürfen auseinander setzt, und vielleicht auch einmal zugibt, dass sich etwas als Ganzes oder in Teilen nicht gut mit der Wirtschaft verträgt, bleibt diese Prüfung eine Farce. Wenn wir dieses Postulat hier überweisen, dann vor allem als Protest gegen die mangelnde Umsetzung unserer Motion und als Aufruf an die Regierung, sich wirklich kritischer mit den Auswirkungen der Erlasse bereits im Vortrag auseinander zu setzen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Auch die BDP hegt sehr grosse Sympathien für dieses Postulat. Raphael Lanz gibt mit zwei Beispielen bereits ein wenig einen Weg vor, wie es sein könnte. Ob dies, wie in der Antwort des Regierungsrats dargestellt, tatsächlich nur durch eine komplizierte neue Regulierung zu bewerkstelligen wäre, dahinter setzt die BDP ein Fragezeichen. Ebenso setzen wir ein Fragezeichen dahinter, ob es dafür wirklich neue verwaltungsunabhängige Strukturen braucht. Adi Wüthrich hat nach Beispielen gefragt. Ich nenne dir gerne ein Beispiel. Es geht hier um einen KMU-Betrieb. Als Schreinerei erhalten wir regelmässig Post, in der wir aufgefordert werden, an baustatistischen Umfragen teilzunehmen. Es werden uns Unterlagen zur Berechnung einer Normküche zugestellt. Wir sind gehalten, an dieser Baustatistik-Umfrage teilzunehmen. Man muss mitmachen, sonst flattert irgendwann eine Mahnung ins Haus. Wir füllen also diese Offerte für eine Küche mit vorgegebener Grösse, mit so und so vielen Ober- und Unterbauten und Türchen aus, schicken diese Sache ab und erhalten dann irgendwann Rückmeldung darüber, in welchem Rahmen wir uns mit unserem Preis auf der Liste der Konkurrenten einreihen. Zusätzlich erhalten wir dann Ende Jahr die Broschüre «Baustatistik», in der andere Beispiele enthalten sind, zugestellt. Das auszufüllen dient uns also eigentlich genau gar nicht. Wir haben keine Küche mehr verkauft, wenn wir den Bogen ausfüllen. Es wird uns bei keinem Auftrag irgendetwas angerechnet, weil wir an der Umfrage teilgenommen haben. Und ob eine solche, vorgeschlagene Küche überhaupt jemals einem Kundenwunsch entspricht? Keine Ahnung, aber einen Mehrwert ergibt dies für unser Unternehmen nicht.

Dasselbe gilt für die Lohnstatistikumfrage. Sie kennen vielleicht die schön gedruckte Broschüre. Unser Betrieb ist dem GAV unterstellt, wir führen mit unseren Mitarbeitern jährlich Mitarbeitergespräche, und die Löhne werden besprochen. Auch werden im gegenseitigen Einvernehmen Weiterbildungsplanungen gemacht, die sich auf die Löhne auswirken. Und wenn es nötig ist, suchen wir zusammen mit der zentralen paritätischen Kontrollstelle (ZPK) Lösungen. Das Resultat der Lohnstatistik: Aufwand, aber kein Mehrwert. Ich weiss, diese beiden Umfragen werden vonseiten des Bundes gefordert. Die BDP würde sich von der Überweisung des Postulats erwünschen, dass sich die Regierung ähnlicher Beispiele annimmt, dass sie abwägt, ob es die eine oder andere Legiferierung tatsächlich braucht oder nicht, und dass sie eine Differenzierung zwischen Bundes- und kantonalen Regulierungen vornimmt. Die Variante, für jede neue Regulierung eine bisherige aufzuheben, gefällt uns besonders gut. Ob das wirklich möglich ist, wissen wir heute nicht.

Die BDP ist klar der Meinung, dass alles, was den Alltag in einem KMU-Betrieb erleichtern würde, seitens der Regierung unternommen werden sollte. Es wäre ein tolles Zeichen, wenn der Regierungsrat die zu Beginn erwähnten Punkte, nämlich das Massnahmenpaket zur administrativen Entlastung und die Senkung der Regulierungskosten – ebenso Kapitel innerhalb der Wirtschaftsstrategie – beiziehen und jetzt Taten folgen lassen würde. Er könnte auch – ich sage es ehrlich – eine gewisse Kreativität entwickeln, damit das Ziel der Forderungen des Postulats erfüllt würde. Die BDP unterstützt das Postulat einstimmig.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Zunehmende staatliche Bürokratie, Bürokratiemonster, Regulierungsflut, Regulierungswut – gerade im nationalen Wahlkampf waren solche Klage- und Schlagworte immer wieder zu hören. Auch wenn solche Vorwürfe pauschalisiert, einseitig und häufig auch ideologisch geprägt sind, ist die zunehmende Bürokratisierung und Regulierungsdichte doch nicht ganz von der Hand zu weisen. Gemäss einer Untersuchung des Seco belaufen sich die jährlichen Regulierungskosten für die Wirtschaft auf 10 Mrd. Franken. Auch wenn also bezüglich Bürokratisierung und Regulierungsdichte Handlungsbedarf besteht, so erachtet die EVP die Einführung einer Regulierungsbremse als zu wenig zielführend und geeignet, um das bestehende Problem effizient und angemessen angehen zu können.

Drei Gründe sprechen aus unserer Sicht gegen die Einführung einer Regulierungsbremse. Erstens

gehen die Motionäre mit der Begründung ihres Vorstosses und der Forderung nach Einführung einer Regulierungsbremse primär davon aus, dass die grosse Regulierungsdichte die Wettbewerbsfähigkeit einschränkt und Kosten verursacht. Der potenzielle Nutzen von Regulierungen wird dabei völlig ausgeblendet. So verursachen beispielsweise strenge Bestimmungen für die Arbeitsplatzsicherheit für die Unternehmen zwar zusätzliche Kosten, sie führen aber zu Einsparungen bei Unfall- und Invaliditätskosten. Die Regulierungen im Bereich Luftreinhaltung, Gewässerschutz und Sonderabfälle sind für die Wirtschaft nicht gratis zu haben. Der Umweltschutz hat aber eine positive Auswirkung auf die Lebensqualität, die Gesundheit und den Wirtschaftsstandort. Nicht zuletzt ist ein gesundes Mass an Bürokratie und Regulierung auch ein Zeichen eines funktionierenden Staatswesens und Rechtsstaats. Bürokratie und Regulierungen sind auch Synonyme für Verlässlichkeit, Stabilität und Fairness von Verfahren, Bewilligungen und Vorgaben. Sie bieten Schutz vor Willkür und Unsicherheit, und sind damit auch ein wichtiger Standortfaktor. Eine Regulierungsbremse müsste zwingend einen gesamtheitlichen Ansatz verfolgen. Konkret heisst dies, dass die Kosten der Regulierungen den Kosten und Schädigungen einer Deregulierung gegenübergestellt werden müssten. Es ist zweifelhaft, ob ein solcher differenzierter Ansatz bei einer Regulierungsbremse überhaupt in einem vernünftigen Rahmen und ohne zu grossen Aufwand umgesetzt werden könnte. Eine differenzierte Vorgehensweise wäre aber für eine gesamtheitliche und faire Prüfung des Kosten-Nutzen-Verhältnisses von Regulierungen unabdingbar.

Zweitens wollen wir kein neues Bürokratiemonster. Aufgrund der Tatsache, dass der Kanton in vielen Bereichen Bundesvorgaben umsetzen muss, wäre die Anwendung einer Regulierungsbremse nur unter erschwerten Bedingungen und nur mit zahlreichen Vorbehalten und Ausnahmeregelungen möglich. Das heisst, es müssten neu komplizierte Regelungen eingeführt werden. Die Einführung und Anwendung einer Regulierungsbremse wäre ihrerseits mit zusätzlichen Regulierungskosten und einem administrativen Mehraufwand verbunden. Kurz, es besteht die Gefahr, dass ein neues Bürokratiemonster geschaffen würde. Wir wollen zur Bekämpfung der Bürokratie nicht neue Bürokratie aufbauen.

Drittens sollen wir als Parlament mehr Verantwortung übernehmen und die bestehenden Möglichkeiten besser nutzen. Wir haben es hier im Parlament selber in der Hand, jede neu vorgeschlagene Regelung auf ihre Effizienz, ihre Notwendigkeit und ihren Nutzen hin zu prüfen und sie nötigenfalls abzulehnen. Als Parlamentarierinnen und Parlamentarier haben wir jederzeit die Möglichkeit, eine Änderung eines Gesetzes oder einer ineffizienten Bestimmung zu verlangen. Nützen wir also unsere Kompetenzen und Möglichkeiten, damit die Regulierungsdichte in einem vernünftigen und erträglichen Rahmen bleibt und auch das Kosten-Nutzen-Verhältnis stimmt. Dazu braucht es kein neues Instrument und keinen Automatismus in Form einer Regulierungsbremse. Aus all diesen Gründen lehnt die EVP-Fraktion das vorliegende Postulat ab.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Die Grossräte Lanz und Jost greifen hier ein grosses Problem auf; die zunehmende Bürokratie als Folge einer Überregulierung. Dies schwächt erwiesenermassen die Wettbewerbsfähigkeit unseres Kantons. Wie bereits gesagt wurde, sind wir als Grosser Rat alles andere als unschuldig daran, und wir machen uns ein Stück weit auch etwas zu den Sklaven der Paragraphen. Es geht aber auch um Regularien, welche die Verwaltung zusammen mit der Regierung generiert. Der Regierungsrat selbst sieht zwar diese Problematik, verweist aber auf die kritische Überprüfung in den einzelnen Rechtsetzungsprojekten. Aber die Praxis zeigt eben gerade, dass dies offensichtlich nicht ausreichend ist. Es braucht neue Ansätze, Ideen und Instrumente für eine neue Regulierungsbremse. Wir teilen die Bedenken der Regierung nicht, wonach eine solche Prüfung letztlich zu mehr Aufwand führen würde. Die SVP-Fraktion unterstützt dieses Postulat deshalb einstimmig.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Wir teilen grundsätzlich die Analyse des Postulanten, dass die Regulierung stetig zunimmt. Im Gegensatz zum Sprecher der SP halten wir das auch nicht primär für ein Zeichen des Fortschritts, sondern sehr oft für ein Zeichen von Überregulierung und Überkorrektheit. Wir sind aber auch der Meinung, dass dies primär mit Eigenverantwortung von uns als Parlamentarierinnen und Parlamentarier und mit etwas Selbstbeschränkung gelöst werden kann, wie das verschiedentlich bereits gesagt wurde. Denn es ist zwar richtig, dass natürlich viele Verordnungen und Erlasse die Ursache sind für die Regulierungen und nicht unbedingt direkt Gesetze. Es ist aber natürlich so, dass wir mit einer präzisen und zurückhaltenden Gesetzgebung unnötige Verordnungen und Erlasse und die daraus folgende Bürokratie verhindern könnten. Anita

Luginbühl sagte zu Recht, dass gerade KMU durch viele Regulierungen belastet sind. Ich habe aber auch mit verschiedenen Betroffenen in unserer Partei gesprochen, und sie haben bestätigt, es seien eben sehr oft die nationalen Auflagen, gerade im Bereich der Statistiken, die belasten würden. Gleichzeitig wäre es dann wohl oft so, dass der eine der Meinung wäre, diese Regulierung müsse unbedingt weg, während ein anderer fände, genau diese sei eben doch eine gute Regulierung. Dort gäbe es also sicher einen gewissen Widerspruch. Aus diesem Grund finden wir, wir sollten primär auf Eigenverantwortung setzen und keine Regulierung gegen Regulierungen einführen. Das wäre ja beinahe schon Stoff für eine Glosse. Konkret könnten wir beispielsweise nächste Woche Regulierungen abbauen, indem wir die Überregulierung im Notariatswesen einschränken würden.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Auch die Grünen hegen eine gesunde Skepsis dagegen, wenn man gewissermassen versucht, Bürokratie mit Bürokratie zu verhindern. Wir glauben auch, dass die bisherigen Erfahrungen, die man mit solchen Versuchen gemacht hat, uns darin Recht geben. Die FDP zumindest, die mit einer eidgenössischen Volksinitiative genau dies versucht hat, ist ziemlich grandios gescheitert. Eine zweite Bemerkung, die ich mir erlauben möchte: Wir haben doch etwas die Einschätzung, dass sehr viel an Bürokratie auch aus einem Einzelinteressendenken resultiert. Denn wenn man versucht, in Gesetzgebungsvorhaben jedes Einzelinteresse gewissermassen noch in einer Spezialregelung abzubilden, dann entstehen effektiv unheimlich komplexe Regulierungen. Ich denke dabei zum Beispiel an die Mehrwertsteuergesetzgebung. Sie ist vielleicht ein gutes Beispiel dafür, wie man es eben nicht machen sollte. Aus unserer Sicht resultiert auf kantonaler Ebene ein Teil der Regulierungs- oder der gesetzgeberischen Komplexität auch ein wenig aus dem Kontrolldenken heraus, das wir hier im Grossen Rat teilweise selber sehr manifest zum Ausdruck bringen. Ich bitte Sie, beispielsweise an das Bonus-Malus-System zu denken, das man bei der Sozialhilfe eingeführt hat. In ein an sich relativ einfach funktionierendes System hat man hier einen komplexen Mechanismus eingebaut, den niemand richtig durchschaut. Das führt zu Resultaten, mit denen wohl die wenigsten derjenigen, die auch auf gemeindepolitischer Ebene Verantwortung tragen, wirklich glücklich sind. Hier hätten wir sehr wohl die Möglichkeit für eine Ausrichtung mit gesundem Menschenverstand und damit vielleicht auch mit etwas weniger bürokratischen Bestimmungen zu sorgen. Dies namentlich mit eigenen Überlegungen, ob etwas effektiv sinnvoll ist, ob es einen Mehrwert bringt und in welchem Verhältnis ein Mehrwert zur zusätzlichen Komplexität stünde, die man damit schafft.

Aus dieser Sicht möchte ich mich hier auch meinen Vorrednerinnen und Vorrednern anschliessen, die darauf hingewiesen haben, die einzig wirksame Bürokratie- oder Regulierungsbremse seien letztendlich wir selber, indem wir uns überlegen, ob es eine Regulierung wirklich braucht, oder ob man darauf verzichten könnte. Zudem denken wir, dass der Regierungsrat durchaus Recht hat mit seinem Hinweis darauf, dass sehr viele Regulierungsvorhaben hier auf kantonaler Ebene natürlich letztlich auch Ausdruck des Vollzugs von übergeordnetem Recht sind. Es werden in der Vorstossantwort hierzu auch einige Beispiele genannt; vom Krankenversicherungsgesetz über den Kindes- und Erwachsenenschutz usw. Fazit: Wir glauben nicht daran, dass man mit einem solchen Automatismus, wie er hier vorgeschlagen wird, die Politik letztlich wirksam verändern kann. Dafür braucht es uns als Gesetzgeber. In diesem Sinne appellieren wir auch ein wenig an unsere gemeinsame Verantwortung, hier einen Beitrag zu leisten, aber nicht, indem wir hier einen solchen Automatismus schaffen.

Christoph Auer, chancelier d'Etat. Dem Regierungsrat ist das Thema, das Grossrat Lanz einbringt, ein ernstes Anliegen. Die administrative Belastung der KMU ist effektiv sehr gross. Der Regierungsrat hat denn auch in der Wirtschaftsstrategie ausgesagt, er wolle alles unternehmen, um die administrative Belastung möglichst klein zu halten. Der Regierungsrat ist jedoch skeptisch oder ablehnender Haltung bezüglich des Mittels, welches das Postulat vorschlägt, um die administrative Belastung zu reduzieren. Das Mittel einer Regulierungsbremse, eines Automatismus, würde für Sie als Gesetzgeber heissen, dass beispielsweise die Revision des Baugesetzes oder jene des Staatsbeitragsgesetzes nicht gemacht würde. Denn hier käme die Guillotine zum Einsatz: eine dieser Regulierungen dürfte nicht getroffen werden, weil es insgesamt nicht mehr Regulierungen geben dürfte. Das funktioniert nach Ansicht des Regierungsrats nicht.

Wie erwähnt wurde, ist die administrative Belastung der Unternehmen auch Bundesrat Schneider-Ammann ein grosses Anliegen. Er hat im September einen 120 Seiten starken Bericht herausgegeben zur administrativen Belastung. Darin sind über 30 Massnahmen aufgeführt, die der Bund nun ergreifen will. Die Regulierungsbremse wird dort zwar erwähnt, jedoch abgelehnt. Sie ist

also nicht in den rund 30 Vorschlägen enthalten. Dies obwohl – und darin ist man sich einig – die allergrössten Belastungen vom Bundesrecht her und nicht durch den Kanton entstehen. Es ist auch kein Zufall, dass die beiden einzigen konkreten Beispiele, die heute Nachmittag von Grossrätin Luginbühl erwähnt wurden – die Lohnstatistik und die Küchenbaustatistik – Erhebungen des Bundes sind, nicht solche des Kantons. Der Regierungsrat hätte es begrüsst, wenn das Postulat konkrete Beispiele angeführt hätte, wo man denn auf kantonaler Ebene die Regulierungen einschränken könnte. Der Bund hat mit dem erwähnten Entlastungsbericht versucht, diese Aufgabe zu lösen. Er hat geschaut, wo diese Belastungen liegen. Dies ist bei der Mehrwertsteuer und in verschiedenen anderen Bundesbereichen der Fall. Zudem stellte er fest, dass es auch auf kantonaler Ebene Bereiche gibt, in denen die Belastung für die KMU effektiv gross ist. Der Bund erhebt diese Belastungen alle zwei Jahre mittels eines Bürokratiemonitors. Er befragt über 1000 Unternehmen, in welchen Bereichen sie am stärksten belastet seien. Unter den kantonalen Bereichen wurde dort effektiv das Baurecht genannt. Aber das Baurecht haben Sie mit der Baugesetzesrevision auf dem Tisch, und Sie wissen, dass es sich bei einem grossen Teil der Revision des Baugesetzes um die Einführung übergeordneten Rechts aufgrund der Revision des Raumplanungsgesetzes handelt. Ein anderer Teil des Baugesetzes liegt in der Kompetenz der Gemeinden. Da müsste Grossrat Lanz beispielsweise die Bauordnung der Stadt Thun anpassen, damit die Unternehmer dort höher bauen könnten. Wenn Sie in diesem Rat das Baugesetz behandeln und dabei ein Beispiel finden, wo der Kanton konkret eine Regulierung streichen und damit etwas tun könnte, um die Regulierungen zu reduzieren, so wäre dies der richtige Weg – jedoch nicht mittels eines Automatismus oder einer Bremse. Denn, wie auch bereits gesagt worden ist: Regulierer sind vor allem Sie, ist der Grosse Rat. Das ist einfach so. Nur wenn der Grosse Rat dem Regierungsrat im Gesetz vorschreibt: «Der Regierungsrat regelt durch Verordnung... », dann legiferiert der Regierungsrat mittels Verordnung. Aber der Rahmen und die eigentlich belastende Legiferierung kommen vom Gesetzgeber. Und da muss die Regierung gemeinsam mit Ihnen Wege suchen, um die administrative Belastung klein zu halten. Das will der Regierungsrat auch tun, aber eine Regulierungsbremse, ein Automatismus, wäre aus Sicht des Regierungsrats dafür der falsche Weg. Deshalb beantragt er Ihnen, das Postulat abzulehnen.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Ich glaube, in der Analyse sind wir uns gar nicht so uneinig. Es ist einfach so, wie es in der Politik häufig der Fall ist: Theoretisch sind wir uns einig, aber in der Praxis ist gerade dieses nicht das richtige Instrument. Abgesehen davon steht in diesem Vorstoss – der übrigens ein Postulat ist, nicht eine Motion – nirgendwo, wie man dies ganz genau machen muss. Mir würde es schon reichen, wenn der Regierungsrat es prüfen würde. Er könnte allenfalls tauglichere Modelle vorschlagen und auch gegen innen – denn dort sehe ich das grösste Potenzial – darauf hinwirken, dass wir nicht immer mehr Regulierungen haben. Sie können an jeden Anlass gehen, an dem Wirtschaftsleute teilnehmen. Die grösste Klage dort lautet einfach, es gebe zu viele Regulierungen. Wir sagen nun hier im Prinzip einfach, wir würden das schon sehen, aber wir könnten mit dem, was hier vorgeschlagen wurde, nichts dagegen tun. Ich sehe das anders. Ich denke, das wäre ein erster Schritt für weniger Regulierungen.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung über das Postulat. Wer es unterstützt, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 78

Non 66

Abstentions 2

Le président. Der Rat hat das Postulat angenommen.